PLUS ÇA VA... MOINS ÇA VA!

En cette pandémie de COVID-19, alors que les PME, les organismes, les aînées et aînés crient «à l'aide», voilà que le parti libéral du Canada (PLC) et le parti conservateur du Canada (PCC), qui engrangent des millions en prévision de la prochaine élection, ont demandé à se prévaloir de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), qui avait été conçue pour éviter des mises à pied et des faillites d'entreprises.

Il est vrai que le financement des partis politiques ne constitue pas une priorité pour les gens durant cette période de pandémie et on peut les comprendre; il apparaît beaucoup plus important, en effet, de s'assurer que les Québécoises et Québécois, particulièrement nos aînés, puissent traverses la crise et de relancer notre économie locale en soutenant activement nos entreprises durement éprouvées, que de renflouer les coffres des partis pour financer leur organisation électorale à même les fonds publics. Grâce à l'opiniâtreté du Bloc Québécois, ces partis ont finalement décidé de faire marche arrière et c'est heureux qu'il en soit ainsi, puisque c'était tout simplement indécent!

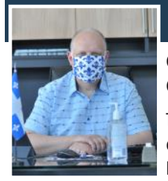
WE CHARITY (TRADUCTION LITTÉRALE: «NOUS CHARITÉ»); COMME QUOI «CHARITÉ BIEN ORDONNÉE COMMENCE PAR SOI-MÊME»...

Dès que le gouvernement Trudeau a annoncé, en juin dernier, que l'organisme *We Charity* serait chargé de la gestion d'un programme de 900 millions de dollars, nombre de personnes ont crié au conflit d'intérêts! Et pour cause, puisqu'on a révélé que, non seulement cet organisme avait versé de généreux émoluments totalisant quelques centaines de milliers de dollars à la mère de Justin Trudeau, à son frère, à sa conjointe, ainsi qu'à l'une des filles de l'ex-minitre des Finances, Bill Morneau, mais que ce même organisme devait bénéficier de quelques dizaines de millions de dollars pour gérer ce programme, alors même qu'il était dans l'incapacité d'offrir ses services au Québec et ailleurs au Canada en français, ce qui avait même amené les fonctionnaires à mettre le gouvernement en garde contre ce projet.

Pour tenter de s'esquiver, Justin Trudeau a prorogé le Parlement, qu'il avait déjà mis sur la touche depuis des mois, même s'il dirige un gouvernement minoritaire et que les dépenses publiques atteignent des sommets historiques. Ce faisant, il a suspendu les travaux de pas moins de quatre comités parlementaires qui se penchaient sur le scandale *WE Charity*. Mais il ne perd rien pour attendre! Tôt ou tard, il devra expliquer pourquoi, si ce n'est pas pour avantager des proches, il a délibérément contrevenu aux recommandations claires des fonctionnaires en choisissant *WE Charity*, et ce, en dépit des signaux d'alarme que ceux-ci avaient allumés. Il était déjà insolite de mettre sur pied un programme destiné à rémunérer des bénévoles (en fait, une seule catégorie de bénévoles, les jeunes!); il était étonnant de voir l'ampleur des sommes allouées à cet effet, dans un champ de compétence du Québec et des provinces; il était troublant de voir ce programme être octroyé, sans appel d'offre, à un organisme qu'on savait proche du clan Trudeau, moyennant des frais de gestion de l'ordre de plusieurs millions de dollars. Et plus on en apprend (notamment sur cette nouvelle affaire de subvention versée à l'entreprise pour laquelle travaille le conjoint de la directrice de cabinet du premier ministre), plus cela apparaît inadmissible et scandaleux.

Quoiqu'il arrive, Justin Trudeau devra en répondre!

UN MESSAGE DE VOTRE DÉPUTÉ



Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

Tout d'abord, je tiens à saluer les efforts considérables que vous avez dû déployer et que vous continuez à déployer, et ce, depuis le début de la présente crise sanitaire, le printemps dernier. Rien de tout cela n'est habituel et a donc requis des changements en profondeur dans nos façons de faire usuelles. Il faut espérer qu'en continuant à faire preuve de vigilance, nous pourrons enfin retrouver un peu de normalité..

Cette crise a aussi eu des effets sur le travail des parlementaires. Or, c'est souvent en période de crise qu'on voit le véritable visage des gens… Bien que minoritaire, le gouvernement libéral a rapidement retrouvé ses vieux réflexes, soit de considérer les deniers publics comme sa petite monnaie. Il a mis le Parlement sur la voie d'évitement et en a profité pour se servir — ainsi que des amis — au passage, ce qui lui aura valu le déclenchement de pas moins de trois enquêtes du commissaire à l'éthique. Ces derniers mois auront donc mis à rude épreuve non seulement les finances publiques, mais notre démocratie elle-même!

C'est dans ce contexte éminemment trouble que le Bloc Québécois a dû naviguer, alors qu'il aura néanmoins été en mesure de faire des gains importants pour le Québec. En collaborant avec les autres formations politiques et en exerçant des pressions soutenues sur le gouvernement, nous aurons notamment pu, en effet, obtenir le déploiement de mesures de soutien aux individus et aux entreprises affectés par la pandémie de COVID-19, tout en nous employant à en minimiser les effets pervers. Évidemment, rien de tout cela n'aura été simple, compte tenu des circonstances…

Je vous invite à prendre connaissance du tour d'horizon des derniers mois que nous vous proposons dans le présent envoi. Et alors que nous tâchons collectivement de prévenir une deuxième vague de cette pandémie, je vous prie de continuer à prendre soin de vous et de vos proches, notamment en poursuivant l'application rigoureuse des règles sanitaires édictées par la santé publique, car c'est ainsi que nous parviendrons à éviter ou à limiter la recrudescence de la maladie.

STÉPHANE BERGERON
Député de Montarville

STÉPHANE BERGERON ET SON ÉQUIPE SONT À VOTRE SERVICE

BUREAU DE CIRCONSCRIPTION

1990, rue Léonard-de-Vinci
Bureau 201
Sainte-Julie, Québec
J3E 1Y8

Tél. 450 922-BLOC (2562)
Téléc. 450 922-1223
Sans frais: 1 833 615-0376

BUREAU PARLEMENTAIRE

Chambre des communes
Édifice de la Justice
Bureau 910
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Tél. 613 996-2416
Téléc. 613 995-6973

On peut se fier au Bloc!

STÉPHANE BERGERON
Député de Montarville

Stephane.Bergeron@parl.gc.ca
www.StephaneBergeron.net
@StephaneBergeronMontarville
@SBergeron

AVANT LA PANDÉMIE

UNE CRISE FERRORVIAIRE QUE LES LIBÉRAUX SEMBLAIENT INCAPABLES DE GÉRER

Alors que les libéraux, pendant la crise ferroviaire, restaient littéralement sur leur quant-à-soi et que Justin Trudeau appelait le Québec et les provinces a dépêcher la police pour démanteler les blocus des Premières Nations, le Bloc Québécois était en mode solutions. Nous avons proposé, exigé et obtenu la création d'une cellule de crise, la nomination d'un médiateur indépendant, le retrait de la GRC du territoire Wet'suwet'en, l'arrêt temporaire des travaux sur *Coastal GasLink,* ce qui a donné lieu à une résolution pacifique de cette crise, évitant que celle-ci ne se transforme en nouvelle crise d'Oka.

UN GOUVERNEMENT QUI N'ARRIVE PAS À GÉRER UN SYSTÈME DE PAYE... ET QUI VOULAIT EN AUGMENTER LE NOMBRE DE VICTIMES!

Les membres du personnel civil de la GRC ont dû se réjouir de voir le Bloc Québécois — qui fut d'ailleurs le seul parti à le faire — monter aux barricades pour empêcher leur transfert dans le calamiteux système de paye *Phénix.* Réglons d'abord les problèmes de ce système épouvantable avant de penser l'étendre à d'autres secteurs de la Fonction publique fédérale!

À L'AUBE DE LA PANDÉMIE

UNE LENTEUR DOMMAGEABLE À FERMER LES FRONTIÈRES

Le Bloc Québécois est intervenu promptement pour demander la fermeture des frontières. Alors que le Québec ordonnait la fermeture des écoles, des entreprises et des services jugés non-essentiels, Ottawa permettait toujours à des milliers de visiteurs étrangers de franchir nos frontières, et ce, sans le moindre contrôle sanitaire, sans mise en quarantaine des voyageurs, bref sans la moindre consigne claire, obligeant même la ville de Montréal à dépêcher du personnel à l'aéroport de Dorval pour faire le travail dont le gouvernement fédéral refusait de s'acquitter. Il se sera écoulé plus d'une semaine entre le moment où Stéphane Bergeron est intervenu en Chambre pour demander des contrôles aux frontières, voire leur fermeture pure et simple, et celui où le gouvernement libéral a finalement décidé d'agir. Cela aura eu des conséquences dramatiques sur la propagation de la maladie sur notre territoire.

RAPATRIER NOS CONCITOYENNES ET CONCITOYENS

Dès le début de la pandémie, le Bloc Québécois a réorganisé ses effectifs pour mettre en place une cellule de crise qui a collaboré avec le gouvernement pour orchestrer le rapatriement du plus grand nombre de Québécoises et Québécois pris à l'étranger, peu importe qu'ils soient ou non des circonscriptions qu'il représente. À titre de porte-parole du Bloc Québécois en matière d'affaires étrangères, Stéphane Bergeron était impliqué au premier chef dans ces opérations, participant, au plus fort de la crise, à au moins une conférence par semaine avec le ministre et ses vis-à-vis de l'opposition. Nous pouvons ainsi nous targuer d'avoir aidé plusieurs centaines de personnes à retrouver la quiétude de leur foyer.

EN PLEINE PANDÉMIE

UN PARLEMENT MIS HORS D'ÉTAT DE NUIRE PAR UN GOUVERNEMENT DÉPENSIER

Dans le cadre de cette pandémie, c'est plusieurs centaines de milliards de dollars qui sont sortis des coffres du gouvernement fédéral. Puisque l'essentiel de ces sommes dépensées en quelques semaines aura été emprunté, ce sont principalement les générations futures qui devront en supporter le fardeau...

Le gouvernement a profité de la collaboration des partis d'opposition pour les mettre hors d'état de nuire en plaçant le Parlement sur la touche, ce qui lui permettait de dépenser sans compter et sans devoir rendre de comptes à quiconque. Voyant la tournure inquiétante que prenaient les événements, le Bloc Québécois a proposé de mettre à profit les moyens technologiques afin que le Parlement puisse minimalement reprendre ses travaux et obliger les ministres à expliquer leurs décisions. C'était manifestement encore trop pour le gouvernement, qui a finalement décidé de proroger les travaux parlementaires! Avec la nouvelle session, le Parlement doit pouvoir s'acquitter pleinement du rôle fondamental qui lui incombe...

UNE PRESTATION D'URGENCE DÉFAVORISANT LES GENS QUI TRAVAILLENT À TEMPS PLEIN

La Prestation canadienne d'urgence (PCU) a été mise en place dans l'empressement que requérait la situation en mars dernier, mais nous sommes maintenant en octobre et cette mesure de soutien nécessite certains ajustements depuis déjà trop longtemps. Actuellement, la PCU continue de défavoriser les personnes qui travaillent à temps plein, puisque celles-ci n'y sont plus admissibles dès que leur revenu atteint 1000 $ mensuellement. Il aurait fallu que cette mesure revête un caractère progressif par lequel la PCU serait proportionnellement réduite au-delà de 1000 $ de revenu mensuel, ce que le gouvernement a pourtant reconnu candidement, à l'insistance du Bloc Québécois. Or, le taux de chômage avoisine les 9 % au Québec, alors même que les entreprises peinent à trouver du personnel! Quelque chose doit rapidement être fait! Il y a donc lieu d'espérer qu'avec le changement de ministre des Finances et la reprise des travaux parlementaires, le gouvernement aura su joindre les gestes à la parole...

UN SIÈGE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU; TROP PEU, TROP TARD...

Il y a 5 ans, suite à sa première victoire électorale, Justin Trudeau déclarait: «Le Canada est de retour»! Cinq ans plus tard, force est de constater que le Canada est en recul. Les 108 voix obtenues par le Canada n'ont pas suffi à ravir le siège à ses concurrents, la Norvège et l'Irlande. Ce revers étonne d'autant plus qu'il s'agit d'un pire résultat que celui obtenu, 10 ans plus tôt, sous le gouvernement de Stephen Harper, qui avait alors recueilli 114 voix. Le Canada s'y est pris beaucoup trop tard pour mener sa campagne, avec le résultat qu'il ne s'est même pas rendu au 2e tour... Voilà une défaite fort embarrassante qui en dit long sur la perte de prestige et d'influence du Canada sur la scène internationale.

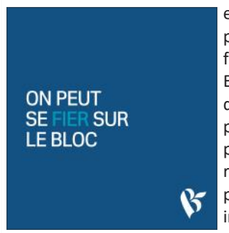
UNE SUBVENTION SALARIALE BIENVENUE MAIS LAISSANT ENCORE TROP D'ENTREPRISES EN PLAN

Le Bloc Québécois peut se féliciter d'être à l'origine de la subvention salariale pour les entreprises et du fait qu'elle ait été portée de 10% à 75% du salaire des employés couverts. Malheureusement, trop d'entreprises et d'organismes éprouvent toujours beaucoup de difficulté à se qualifier pour bénéficier de cette mesure destinée à favoriser le maintien en emploi... tandis que des partis politiques y ont été aisément admissibles! C'est à croire que ce programme avait été conçu dès le départ pour permettre aux partis politiques d'y piger allègrement... Revenons à l'essentiel et aidons les entreprises à traverser la crise et les travailleurs à conserver leur emploi!

REMBOURSEMENT DES VOYAGEURS LÉSÉS; ON PREND LES GENS POUR DES VALISES!

Le Bloc Québécois a maintes fois réclamé, notamment par le biais d'une pétition ayant recueilli 32 789 signatures, qu'*Air Canada* et les autres transporteurs aériens canadiens remboursent leurs clients pour les vols annulés. Le gouvernement Trudeau ne fait que répéter qu'il compatit avec les voyageurs lésés, mais que le secteur aérien éprouve des difficultés financières, ce qui justifierait apparemment de ne pas respecter la loi... Pourtant, *Air Canada*, à l'instar des compagnies aériennes européennes et américaines, rembourse ses clients étrangers, mais n'offre qu'un malheureux crédit-voyage à la majorité de ses clients au Canada... Qui plus est, cette entreprise dispose de liquidités de près de 10 milliards de dollars dans ses coffres... «Difficultés financières»? On prend littéralement les gens pour des valises! La situation est inacceptable et le gouvernement Trudeau doit intervenir pour que les compagnies aériennes remboursent enfin les voyageurs lésés.

EN ROUTE VERS L'APRÈS-CRISE

L'APRÈS-COVID, ÇA SE PRÉPARE

Le Bloc Québécois a récemment rendu public un plan «post-COVID» mettant de l'avant toute une batterie de mesures destinées à soutenir la relance de notre économie et le retour à une certaine normalité, tout en évitant une deuxième vague qui ne ferait que miner tous nos efforts. Ce plan est le fruit d'une vaste consultation nous ayant permis de prendre le pouls de la population et de mieux cerner les besoins et attentes des familles, ainsi que des milieux économique et communautaires. Encore une fois, nous invitons le gouvernement libéral, qui n'a sans doute guère eu beaucoup de temps à consacrer à l'élaboration d'un plan de relance — préférant plutôt, pour ce faire, s'en remettre au privé (il faudra d'ailleurs s'intéresser aux accointances des firmes retenues...) et trop occupé à tenter de justifier l'injustifiable par rapport au scandale *WE Charity* — à s'en inspirer, et ce, dans le meilleur intérêt de nos concitoyennes et concitoyens.